

unité départementale d'Ille et Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES , le 10 MAI 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VANDEMOORTELE BAKERY PROD.FR.exPANAVI1

ZA Montigné EST
35370 TORCE

Références : 0055.01558- 282

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2022 dans l'établissement VANDEMOORTELE BAKERY PROD.FR.exPANAVI1 implanté ZA Montigné EST 35370 TORCE . L'inspection a été annoncée le 03/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANDEMOORTELE BAKERY PROD.FR.exPANAVI1
- ZA Montigné EST 35370 TORCE
- Code AIOT dans GUN : 0005501558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'activité contrôlée est une unité de production de viennoiseries crues comprenant une installation frigorifique à l'ammoniac

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites inspection du 10/12/2020,
- conformité des installations de réfrigération à l'ammoniac

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2022-05	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2022-01	AP de Mise en Demeure du 06/05/2021, article 1.1	/	Sans objet
2022-02	AP de Mise en Demeure du 06/05/2021, article 1.2	/	Sans objet
2022-03	AP de Mise en Demeure du 06/05/2021, article 1.3	/	Sans objet
2022-04	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'article 1.3 de l'arrêté de mise en demeure du 6 juin 2021 est satisfait pour la partie cheminement piétonnier.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 2022-01

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/05/2021, article 1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention toiture appentis condenseur
Prescription contrôlée : La société VANDEMOORTELE-T1, dont le siège social est situé ZA Montigné-Est à Torcé, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté... en finalisant les études et les travaux visant à éviter les écoulements, en cas de fuite d'ammoniac sur la toiture de l'appentis de confinement du condenseur.
Constats : L'inspection rappelle que l'exploitant, par courriers au Préfet des 1er juin 2021, 8 septembre 2021, 3 novembre 2021 et 9 décembre 2021, a souhaité disposer d'un délai supplémentaire (au plus tard le 15 avril 2022) suite à des difficultés techniques imprévues en cascade (décision de changer les 2 tours aéroréfrigérantes ; travaux de solidification de la charpente ; travaux complémentaires...) ; L'inspection constate ce jour, la présence sur site des 2 nouvelles tours aéroréfrigérantes en attente d'installation. Une nouvelle inspection sera réalisée en mai 2022 pour statuer sur la finalisation des travaux visant à éviter les écoulements, en cas de fuite d'ammoniac sur la toiture de l'appentis de confinement du condenseur
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2022-02

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/05/2021, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes rétention station de vannes
Prescription contrôlée : La société VANDEMOORTELE-T1, dont le siège social est situé ZA Montigné-Est à Torcé, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté... en finalisant les études et les travaux visant à éviter les écoulements, en cas de fuite d'ammoniac sous les stations de vannes des chambres froides (réalisation de cuvettes)
Constats : Constat 2021-2 : L'inspection constate ce jour, sur des photos prises par l'exploitant, la réalisation de cuvettes de rétention sous les stations de vannes dans les chambres froides en combles ; L'inspection constate également la réalisation du réseau de collecte qui aboutit dans 2 cuves de stockage au RdC. Mais les sondes pH ne sont pas encore opérationnelles. Une nouvelle inspection sera réalisée en mai 2022 pour statuer sur la finalisation des cuvettes de rétention sous les stations de vannes dans les chambres froides.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2022-03

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/05/2021, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Cheminement piétonnier
Prescription contrôlée : La société VANDEMOORTELE-T1, dont le siège social est situé ZA Montigné-Est à Torcé, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté... en aménageant un cheminement piétonnier permettant de relier, en toute sécurité, le parking visiteur à la salle de réunion ; dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'inspection constate ce jour que les travaux de marquage au sol (cheminement et passage piéton) reliant le parking visiteur à la salle de réunion du site de Torcé1 ont été réalisés ; L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 6/05/2021 est satisfait pour la partie cheminement piétonnier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2022-04

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Equipement important pour la sécurité
Prescription contrôlée : Rappel observation 2020-01 relative aux dispositifs de décharge HP/BP sur les compresseurs : L'inspection constate que le rapport de vérification effectuée le 6/10/2020 par Cryo Contrôle mentionne toujours que « les compresseurs ne sont pas équipés de décharge HP/BP ; il faut étudier la mise en place de dispositifs de protection (par exemple : pressostat de sécurité ayant subi un essai type) ». En conséquence, l'exploitant doit justifier l'absence de dispositif de décharge HP/BP sur les compresseurs ; ou équiper les compresseurs d'un dispositif de décharge HP/BP.
Constats : L'inspection constate ce jour sur pièces que les travaux ont été réalisés ; l'observation 2020-01 est donc levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2022-05

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Détection NH3
Prescription contrôlée : Al.7 : Des dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.
Constats : L'inspection constate que la manche à air, actuellement en place, n'est pas visible du portail d'accès pompier à partir de l'accès sur la RD777. L'exploitant propose de déplacer la manche à air sur le silo farine afin qu'elle soit visible à partir de tous les accès pompiers ; et de remplacer la manche à air par une girouette qui résistera mieux aux agressions du vent.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet